

AUGMENTATION DE L' ALLOCATION FORFAITAIRE DE SOLIDARITÉ  
POUR LES PERSONNES ÂGÉES ET DÉMUNIES

A quand l'application effective ?

**L'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) est attribuée aux personnes de plus de 60 ans et sans ressources, aux personnes handicapées qui n'ont pas un handicap à 100%, aux personnes atteintes de maladies chroniques invalidantes et aux femmes veuves ou divorcées ayant à charge des enfants en bas âge, sans revenu et très démunies socialement. D'un montant mensuel de 1 000 DA, il y eut, ces derniers mois, plusieurs annonces du gouvernement évoquant un nouveau montant à 3 000 DA dès le mois de février dernier, et mieux encore, cette augmentation serait effective dès... janvier 2008. Soit un rappel de 26 000 DA pour les titulaires de l'AFS ! Est-ce que cette mesure a connu un début d'application ?**

Comme il y a eu des couacs à ce sujet – une fois n'est pas coutume –, dans la communication du ministère de la Solidarité et de l'Agence du développement social, nous sommes en droit de nous interroger sur l'effectivité de cette décision, au moment où le chef de l'Etat et son gouvernement multiplient, à la veille de l'élection présidentielle, les annonces sonnantes et trébuchantes au profit de différentes couches de la population. Dans le «Soir retraite» du 9 janvier 2009, nous faisons état d'une information émise par l'Agence pour le développement social (ADS) le 3 janvier par voie de presse, au sujet du montant de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) pour les personnes âgées qui allait augmenter, passant de 1 000 à 3 000 DA par mois. Cette augmentation sera effective à partir de février 2009, toujours selon l'ADS. Mais cette décision du gouvernement, déjà annoncée en septembre 2008, sera-t-elle la bonne cette fois-ci ? La question méritait d'être posée car en septembre dernier, le président Bouteflika, lors d'une réunion consacrée à la solidarité nationale, la famille et la communauté à l'étranger, annonçait dans un communiqué officiel

que «la solidarité nationale par le soutien direct, en tant que politique de développement social, et qui cible principalement les personnes âgées sans ressources et sans attaches familiales, les personnes handicapées, les femmes chefs de ménage, au moyen d'une allocation forfaitaire de solidarité qui a été revalorisée de 1 000 DA à 3 000 DA». La lecture de cet extrait du communiqué de la présidence de la République ne prêtait à aucune équivoque : on annonçait que l'AFS avait augmenté, passant de 1 000 à 3 000 DA. Or, cette revalorisation, annoncée comme effective, n'a jamais eu lieu !

**Y aura-t-il un rappel de... 26 000 DA ?**  
«Quelque 400 000 personnes âgées sans revenu, bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité, percevront l'augmentation de leur pension, qui sera portée à 3 000 DA par mois, à partir de février prochain», avait indiqué le directeur général de l'ADS. L'allocation, qui passe de 1 000 DA à 3 000 DA, aura un «effet rétroactif depuis janvier 2008», avait-il ajouté. Dans le même article du 9 janvier 2009, nous nous étions interrogés sur l'effet rétroactif de cette augmentation : n'y a-t-il

pas eu erreur sur la date (janvier 2009 au lieu de janvier 2008) ? Si c'est bien janvier 2008, cela signifie que les 400 000 bénéficiaires concernés dans une première étape, percevront chacun un rappel de 26 000 DA (13 mois, de janvier 2008 à janvier 2009). L'Agence de développement social (ADS) est restée muette sur les conditions et le calendrier de paiement de ce rappel. Or, comme en réponse à notre interrogation, le 2 février 2009, Djamel Ould Abbès, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Communauté nationale à l'étranger, confirmait «l'augmentation de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS) qui est passée récemment de 1000 à 3000 DA» – alors que la mesure n'était pas encore appliquée –, «avec effet rétroactif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008 avec un versement étalé sur plusieurs tranches» (propos du ministre rapportés par *El Moudjahed* du 3 février 2009). Il avait même ajouté que «cette opération qui s'inscrit dans le cadre du processus des transferts sociaux, ne doit souffrir d'aucune ambiguïté», tout en déplorant le «laxisme des responsables locaux et des édiles» !

**Quels sont les bénéficiaires ?**  
Quelques jours après les déclarations du ministre, l'APS diffusait le 16 février 2009 une dépêche faisant état d'une déclaration du directeur général de l'Agence du développement social (ADS) : «Quelque 750 000 personnes sans revenu, bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité (AFS), percevront l'augmentation de leur pension, qui sera portée de 1 000 à 3 000 DA par mois, à partir du 28 février en cours.»  
Pour le chef de l'ADS, «cette augmentation concerne 400 000 personnes âgées, des personnes handicapées qui n'ont pas un handicap à 100%, des personnes atteintes de maladies chroniques invalidantes et environ 60 000 femmes veuves ou divorcées ayant à charge des enfants en bas âge, sans revenu et très démunies socialement», précisant que «ces mêmes personnes bénéficient aussi d'une couverture de la sécurité sociale» financées par l'ADS. Mais dans cette dernière déclaration, rien sur le rappel de 26 000 DA. Sera-t-il versé, oui ou non ? Si oui, sous quelle forme et quel calendrier ? Affaire à suivre.

Djilali Hadjad

POINT DE VUE .....  
«L'intriti yemchi wiriti»(\*)

Partir à la retraite aujourd'hui dans notre bled, ce n'est pas donné pour tout le monde, que ce soit à la proportionnelle, ou à la limite d'âge, c'est kif-kif, un même traitement ingrat, et une même case de départ pour la fin de carrière pour les futurs postulants à ce nouveau métier, «*rouh mafik fayda*» (va-t'en tu n'est plus utile). Ainsi après avoir travaillé durement toute une vie, trimbaler un peu partout dans des fonctions diverses, et après avoir usé sa santé au travail, et souffert le martyre pendant plus de 32 ans à trimer, et après avoir acquis une certaine expérience dans le domaine professionnel, et participer pleinement dans l'activité du programme de développement de son employeur, et avoir assumé de multiples responsabilités au sein de son entreprise, le moment venu du départ vers la mise à la retraite, on oublie toutes ces étapes de votre vie professionnelle, de votre carrière et votre dévouement consacré pour le travail, au contraire, l'échéance venue on s'active pour diligenter votre cessation de paiement. Je ne suis pas contre le départ

à la retraite, mais ce grand départ doit être normalement préparé sérieusement par l'administration concernée, qui doit lui accorder un intérêt spécial pour annoncer au travailleur admis à la retraite sa fin de carrière. Pour que celui-ci se sente heureux parmi ses collègues le jour de la cessation de travail et de fin de carrière, en lui organisant au moins une petite réception amicale dans une ambiance fraternelle où doit être réuni tout le personnel pour une collation d'adieu, et féliciter ainsi l'intéressé pour son admission à la retraite. Ce n'est pas à la dernière minute et en tête à tête, et discrètement, que le responsable de l'administration doit lui remettre ses documents de cessation de paiement en aparté et que ses collègues le félicitent dans les couloirs, comme une personne quelconque. Il est vrai que nul n'est indispensable, mais un minimum de décence, de morale et de gentillesse serait bien accueilli par le futur retraité qui doit sentir cette chaleur fraternelle au moment de ce départ de la vie active.L'insouciance de certains responsables pro-

voque un mal au cœur par cette indifférence affichée à l'encontre d'honnêtes travailleurs qui sont mis à la retraite pour ne pas dire renvoyés de leur travail comme de vulgaires chapardeurs sans aucun respect humain, ils quitteront les lieux en silence, la tête basse, pour ne plus revenir au travail comme dans le passé.  
Cette action ne doit pas être une affaire administrative à prendre à la légère ! Mais ce départ doit être préparé et traité comme un événement particulier au sein de l'employeur pour remercier et féliciter le futur retraité. De toute façon, tout le monde (travailleurs) passera par ce chemin et, un jour ou l'autre, vous serez appelés à quitter les lieux de travail dans ces mêmes conditions. S'il n'y a pas de changement dans ces comportements et ces attitudes qui nuisent à la relation humaine dans la vie professionnelle.

Hamid Dahmani  
(\*) Ce titre est de l'auteur du «point de vue» : il signifie littéralement «Le retraité marche et s'arrête»

Courrier des lecteurs

Décompte et révision de pension...

Je profite de l'hospitalité de vos colonnes pour soumettre mon problème relatif au calcul d'une pension de retraite salarié/ commerçant. Bénéficiaire d'une pension de retraite à compter du 21 novembre 2007, j'ai eu la désagréable surprise de constater qu'on avait omis de comptabiliser quelques trimestres pour ne pas arriver au minimum de 15 années de salarié malgré une demande exprimée très clairement. Après l'envoi d'un recours, une notification de révision de pension m'a été adressée au courant du mois de décembre 2008 tenant enfin compte de la période manquante. Cependant, et de nouveau, je m'estime encore une fois tout à fait lésé dans mes droits. Totalisant (décompte officiel) : 62 trimestres en tant que salarié (plus de 8 années de cotisations), 48 trimestres en tant que commerçant , 60 ans révolus, j'estime avoir droit au minimum de 10 000 DA à compter de ma 60<sup>e</sup> année. Ce qui ne semble pas être le cas, car cette révision de pension ne m'accorde que 4 650 DA /mois. Ma question est : que faire encore ?

...2<sup>e</sup> email envoyé le 4 mars 2009

Vraiment déçu par la gestion de votre rubrique «Retraite», je vous ai fait parvenir, juste après votre annonce du 4

février 2009, un courrier exposant ma situation en tant que retraité non satisfait et par lequel j'ai demandé une réponse par rapport à la réglementation qui devait me permettre d'orienter mes futures démarches. J'ai patiemment attendu chaque édition du 11, du 18, du 25 février et enfin du 4 mars 2009, malheureusement pour rien. L'accusé de réception par votre boîte m'a bien été notifié. Dois-je encore espérer une réponse ?

M. Loubar Tahar, Skikda et Toulon (France)

RÉPONSE : L'âge de départ à la retraite au titre de la Casnos est de 65 ans. Votre nombre limité d'années de cotisations au titre de la CNR ne vous donne droit qu'à une allocation de retraite, calculée au prorata des années effectives de cotisation et des salaires soumis à cotisation, allocation majorée en 2006 par le gouvernement (majoration à la charge du budget de l'Etat). Ne pas hésiter, si vous estimez être lésé dans vos droits, à introduire encore un recours.

Sourd-muet et pension de handicapé

Je me permets d'attirer votre attention sur ma situation. Je suis un handicapé sourd-muet de naissance. J'ai bénéficié d'une carte de handicapé à un taux de 100%,

établie par la wilaya de Tizi-Ouzou, service de la DAS. Je me suis présenté à ce dernier, en leur demandant le dossier à fournir pour prétendre à une pension de handicapé. Je ne m'attendais pas à leur réponse : «Vous êtes simplement sourd, vous ne pouvez pas y prétendre, la pension est accordée aux handicapés moteurs ou mentaux, c'est tout». Je ne sais pas à quel article ou loi je répons pour bénéficier de cette pension ou allocation ? Je vous prie de bien vouloir me donner des conseils pour obtenir mon objectif. Merci de me prêter attention.

S. B. de Frikat, Tizi-Ouzou

RÉPONSE : Dans un des précédents «Soir retraite», nous avons déjà précisé qu'au regard de la loi algérienne, le sourd-muet n'est pas considéré comme un handicapé ayant droit à une pension.

A nos lecteurs .....

Nous demandons à nos lecteurs un peu de patience, tant pour ceux qui nous écrivent via Internet que ceux qui l'ont fait par voie postale, nous publierons leur courrier dans les prochains «Soir retraite».

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite», 1, rue Bachir-Attar, place du 1<sup>er</sup>-Mai, Alger - E.mail : soiretraite@hotmail.com